

Contribution à l'atelier "*L'Afrique réinvente sa gouvernance*" de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA)/Cap Vert du 09 au 12 Juillet.

Par Idrissa SANOGO

Atelier 04: Promouvoir une gestion adaptée et inclusive des affaires publiques

Depuis 1990, la tenue régulière des élections, la libéralisation de la vie politique et économique, la mise en place des institutions républicaines et bien d'autres structures ad' hoc ou consultatives ont marqué l'évolution politique de l'Afrique. Malheureusement, cette amélioration des pratiques cache mal un système politique et une démocratie verrouillée qui excluent la grande majorité des populations rurales et analphabètes et les pauvres (qui représentent environ 80 % des populations). Aussi, le système exclut les organisations sociales et traditionnelles tant au niveau local que national.

Une bonne gestion des affaires publiques suppose et implique une mobilisation effective des membres du corps social autour d'objectifs de développement. Cette mobilisation sociale ne peut être effective que lorsque les membres du corps social ont au préalable compris le bien fondé ou l'intérêt de l'action pour laquelle leur engagement est sollicité. De nos jours, la promotion d'une gestion adaptée et inclusive des affaires publiques est devenue presque difficile pour plusieurs raisons.

- ✓ **Sur le plan politique :** les changements institutionnels brutaux ne laissent pas toujours aux populations d'inscrire leur avenir dans des projets pouvant croiser leurs besoins réels et dont les ouvrages peuvent faire l'objet d'une appropriation par les populations.
- ✓ **Sur le plan administratif :** plusieurs facteurs brident la cohérence dans la gestion publique et cela à travers la forte tradition centralisatrice qui entrave la mise en œuvre de politiques et stratégies visant le développement de la société. La conception des programmes de développement économique par le pouvoir central sans tenir compte parfois des besoins réels des populations rend difficile la mobilisation sociale autour de ces projets.
- ✓ **Sur le plan économique :** la mauvaise affectation et la mauvaise répartition des ressources engendrent non seulement la pauvreté mais aussi et surtout la perte de cohérence des réseaux économiques.
- ✓ **Sur le plan institutionnel :** l'absence d'espaces inclusifs de débats démocratiques est un des principaux griefs faits à la démocratie en Afrique tant au niveau national que local. Les rares débats politiques qui se

tiennent sont parfois confisqués par l'élite politique qui décide et agit au nom de la grande majorité. Une telle situation conduit souvent au blocage du fait qu'à un moment donné, certaines catégories sociales ne se reconnaissent pas dans le consensus politique et le contestent. Ces contestations débouchent souvent sur des manifestations violentes qui mettent en péril la paix et la stabilité sociales. Elles traduisent aussi la fragilité du processus démocratique et le fossé entre l'élite dirigeante et la grande masse des citoyens qui s'estiment exclue du débat politique.

Au regard de ces constats, **quelle alternative pour une gestion plus cohérente des affaires publiques ?** Une bonne gestion des affaires publiques se base sur la réalité contextuelle de toute société en tenant compte des rapports des citoyens avec leur patrimoine institutionnel, humain et financier. Cet état de fait qui appelle à une cohérence dans la gestion publique se base sur la solidarité au sein de la société, la coopération entre les forces vives de la nation, des valeurs fondamentalement communes, des buts communs. Ainsi, **l'appartenance, l'insertion, la participation, la reconnaissance et la légitimité** constitueraient les dimensions de cette cohésion.

Au Mali, depuis la mise en œuvre de la décentralisation les **cadres de concertations communaux et intercommunaux** constituent des moyens efficaces pour une gestion inclusive et adaptée des affaires publiques. Ces cadres rappellent la nécessaire réconciliation de l'Etat avec la société d'une part, et de la société en générale avec ses valeurs d'autre part.

Ils permettent à tous sans exclusif, de participer à la gestion des affaires publiques à travers la création des conditions maximales **d'équité, de transparence, de responsabilité et de redévabilité**. Par ailleurs, ces cadres contribuent à l'amélioration de **l'accès aux services sociaux de base** afin de créer les conditions d'une gouvernance démocratique en phase avec les aspirations des citoyens.

Conclusion : pour une gestion inclusive des affaires publiques, Il sera nécessaire de construire une gouvernance responsable qui permet d'adapter l'organisation politique de la société avec nos réalités sociétales impliquant de surcroit une légitimité politique démocratique à toutes les échelles territoriales (locale, étatique, régionale, mondiale).

Une approche intégrée de la gouvernance locale fondée sur la participation et l'équité devrait être la bienvenue. Il s'agit de redéfinir l'action publique, au niveau local, autour des principes de pluralité, de dialogue et de consensus, en favorisant de nouveaux modes de relations entre les autorités publiques et la société.